

**Séance ordinaire du  
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE.

**Quartier Hôpitaux-Facultés  
ZAC du Coteau**

**Demande de prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP)**

Le dossier de création de la ZAC du Coteau a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 octobre 2011.

Les objectifs de la ZAC, couvrant une superficie de 26 hectares, relèvent de l'intérêt général dans le respect des objectifs suivants :

- la poursuite du développement dans l'axe de développement nord-ouest/sud-est de la ville en cohérence avec les lignes 1 et 3 de tramway ;
- la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat, accueillant commerces et services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc ;
- l'ouverture au public de nouveaux espaces de nature avec la mise en valeur des réseaux verts ;
- la production de logements neufs dans le respect des proportions équivalentes de logements sociaux, en accession abordable et accession libre.

L'enquête publique relative à la révision du plan local d'urbanisme (PLU) valant enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) des opérations, acquisitions ou expropriations nécessaires à l'intérieur de la ZAC s'est déroulée du 14 mai au 15 juin 2012 inclus. A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve ni recommandation et déposé son rapport et conclusions le 12 juillet 2012.

Par arrêté n°2012-I-2420 du 8 novembre 2012, Monsieur le Préfet de l'Hérault déclarait d'utilité publique les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet de la ZAC du Coteau.

La validité de cet arrêté étant de 5 ans, celui-ci arrive à échéance le 8 novembre 2017.

Pour ces raisons, en application de l'article L.121-5 alinéa 1 du code de l'expropriation, la Ville de Montpellier sollicite de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de l'arrêté du 8 novembre 2012 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 8 novembre 2022, le projet couvert par la DUP en cours n'ayant fait l'objet d'aucune modification.

Par délibération du Conseil municipal du 22 juin 2017, la Ville a confié l'aménagement de la ZAC du Coteau à la SA3M et a approuvé le traité de concession correspondant. Ce traité sera signé par l'ensemble des parties à l'issue d'un prochain conseil d'administration de la SA3M.

Sur les 26 hectares de la ZAC, 18 ont été acquis par l'EPF d'Occitanie dans le cadre d'une convention opérationnelle signée avec la Ville de Montpellier. Cette convention arrive à expiration le 3 décembre 2017, date à laquelle la Ville de Montpellier puis la SA3M, aménageur de la Ville, auront racheté l'ensemble du foncier porté par l'EPF d'Occitanie.

A ce jour, pour finaliser la maîtrise foncière de la ZAC du Coteau, notamment 4 parcelles restent à acquérir représentant une superficie de 4600 m<sup>2</sup> propriété d'une indivision.

Dans cet objectif, il est nécessaire que la Ville de Montpellier, puis son aménageur, puissent assurer la maîtrise foncière des terrains nécessaires à l'exécution de l'opération d'aménagement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault une prorogation de la validité de l'arrêté de DUP de la ZAC du Coteau pour une durée de 5 ans ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 septembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20170928-12227-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 06/10/17  
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.